

# En défense de l'enseignement public

**TOUS ENSEMBLE : AG des enseignants et des parents d'élèves  
du Val-de-Marne le Mercredi 16/03/2011 à 18H**

**Le gouvernement met en pièces l'Education nationale. Unissons-nous ! Ses plans sont dévastateurs. Battons-les en brèche !**

**Le gouvernement Sarkozy-Fillon détruit les services publics en supprimant des postes, créant ainsi sciemment des dysfonctionnements, mais aussi en changeant radicalement leurs objectifs.**

## **Faire ce qu'on peut avec ce qu'on n'a pas**

Comme chaque année, les enseignants ont pris ou vont prendre connaissance des DHG dans le secondaire ou de la nouvelle carte scolaire dans le primaire. Avec 16 000 suppressions de postes, ces dotations ont, comme à l'habitude, suscité l'émoi partout, alors que les effectifs augmentent. Pour preuve, dans le Val-de-Marne, 240 postes supprimés pour 1800 élèves en plus. Ces suppressions massives désorganisent et rendent les conditions d'enseignement et d'apprentissage presque impossibles.

50 000 suppressions de postes depuis 2007 ont eu pour conséquences concrètes une augmentation des effectifs par classe, l'explosion des heures supplémentaires, la disparition des professeurs remplaçants, le recours massifs à des contractuels et vacataires ainsi que la fin de l'enseignement spécialisé.

Comment supprimer tous ces postes ? Sous couvert de considérations pédagogiques, le gouvernement a mis en place toute une série de contre-réformes : celles du bac pro, du lycée général, des sections technologiques et de la formation des enseignants. Un dénominateur commun à toutes ces modifications est évidemment de permettre la suppression constante de dizaines de milliers de postes.

Mais au-delà de ces considérations numériques, le gouvernement de Sarkozy et Châtel met en oeuvre sa vision idéologique de l'école.

Par exemple, depuis la rentrée 2010, les nouveaux enseignants n'ont plus de formation pratique, ils sont directement envoyés dans les classes. Leur année de formation initiale n'est plus rémunérée. Elle est désormais à la charge de l'étudiant et de ses parents. Désormais, seuls les enfants des familles aisées pourront se payer les études longues ouvrant au professorat.

Par ailleurs, le socle commun de compétences « a minima », destiné prioritairement aux élèves issus des classes populaires ouvre la voie à une déqualification générale de la jeunesse, bien faite pour répondre aux besoins pressants du patronat.

## **Casse de l'école publique à la vitesse de l'ECLAIR**

Mis en confiance, le gouvernement est décidé à faire sauter les derniers verrous protecteurs : les horaires et les programmes nationaux et le statut des enseignants.

Le dispositif ECLAIR touchera 2000 établissements et écoles dès la rentrée prochaine et renforcera les pouvoirs des chefs d'établissement en leur permettant de recruter les professeurs sur la base de « contrats d'objectifs » locaux. Une attaque d'envergure contre le caractère national de l'enseignement public et le statut ainsi que la disparition de l'éducation prioritaire.

Par ailleurs, sous couvert de s'intéresser aux rythmes scolaires, le gouvernement a chargé un comité de pilotage (COPIL) de lancer une concertation. Le rapport du COPIL pose la question de l'évolution du métier d'enseignant tandis que le rapport de la commission parlementaire Tabarot, sur le même sujet et lié au COPIL, préconise de repenser les missions des enseignants pour garantir la présence d'un « vivier », dans lequel les principaux et les proviseurs pourraient puiser. En ligne de mire, liquider le statut de fonctionnaire et ouvrir la voie aux professeurs utilisables et corvéables à merci. En complément, les deux rapports proposent des diminutions des heures de cours et l'allègement des programmes à tous les niveaux.

## **Mais rien n'est encore perdu !**

Les enseignants, la jeunesse, les parents le savent : il n'y a rien à attendre de ce gouvernement sinon la poursuite de la dégradation des conditions de travail et d'instruction. Au-delà, les mesures en cours associées à l'autonomie des

établissements sont de même nature que les transformations déjà vécues par les personnels de France Télécom, de la Poste ainsi que de l'ensemble des services publics.

Mais rien n'est perdu ! Les grèves et luttes de ces dernières années démontrent l'hostilité de tous aux plans du gouvernement. La concertation de la plupart des syndicats enseignants avec ce gouvernement ne pouvant conduire qu'à une impasse, tout dépendra de notre capacité à parvenir tous ensemble à l'unité des enseignants et des organisations syndicales contre Sarkozy et Châtel, en s'organisant en assemblées générales partout et à tous les niveaux de la base au sommet, pour gagner sur nos revendications.

A l'échelle du Val-de-Marne, pour résister et contrecarrer les plans du gouvernement, nous devons mettre à profit nos atouts : le nombre et l'organisation. **Nous appelons à une assemblée générale départementale pour nous coordonner et définir tous ensemble les revendications qui remontent du terrain, à commencer par :**

- **UN SERVICE PUBLIC D'ÉDUCATION NATIONALE, GRATUITE, LAÏQUE ET OBLIGATOIRE.**
- **L'ARRÊT DES SUPPRESSIONS DE POSTES ET LE RÉTABLISSEMENT DES POSTES SUPPRIMÉS.**
- **ABROGATION DES DECRETS DE MASTERISATION.**
- **NON À LA PRÉCARISATION ACCRUE : DÉFENSE DU STATUT DE FONCTIONNAIRE ET TITULARISATION DE TOUS LES PRÉCAIRES.**
- **RETRAIT DU DISPOSITIF ECLAIR ET MAINTIEN DE L'ÉDUCATION PRIORITAIRE.**

**C'est par nos luttes et tous ensemble que nous préserverons les acquis que Sarkozy et son gouvernement remettent en cause et que nous reprendrons l'initiative.**

**Les organisations syndicales départementales sont invitées à cette assemblée générale.**

**REJOIGNEZ-NOUS, LE MERCREDI 16/03/2011 à 18H  
À LA MAISON DES SYNDICATS DE CRÉTEIL, salle 7**

11, rue des Archives (métro Créteil-Préfecture ; bus 181/281/308/117 lycée St-Exupéry)

Premiers signataires :

Julien Abriou (clg Langevin, Alfortville, SNES)  
Thomas Brunet (PE, Alfortville, SUD)  
Colin Cavarroc (clg Langevin, Alfortville, SNES)  
Olivier Goujon (Boissy Saint-Léger, FCPE)  
Gérard Diguët (PE, Bonneuil, SUD)  
Eric Charles (Instituteur, Champigny, SUD)  
Catherine Pierre (PE, Champigny, SUD)  
Christel Ridoux (PE, Champigny, SUD)  
Julien Sergère (LP Péri, Champigny, CGT-Educ)  
Muriel Wolfman (PE, Champigny, SUD)  
Benjamin Ventana (Lycée L.Michel, Champigny, SNES)  
Eric Aba (clg Guyard, Créteil, SNES)  
Thierry Boéres (clg Pasteur, Créteil, SNES)  
Philippe Bozon (clg Guyard, Créteil, SNEP)  
Paul-Xavier Charlopin (clg Hugo, Créteil, SNES)  
Gaëlle Komorn (Lycée St-Exupéry, Créteil, SNES)  
Frédéric Lefèvre (étudiant Paris 12, Créteil, AGECE)  
Patrice Leguérinais (Instituteur, Créteil, SNUIPP)  
Sylvie Lemoule (Institutrice, Créteil, SNUIPP)  
Mariana Nowersztern (Lycée St-Exupéry, Créteil, SNES)  
Jérôme Segaud (clg Guyard, Créteil, SNEP)

Vincent Bonzom (École Einstein, Ivry, SNUIPP)  
Elodie Bortoli (Ivry sur Seine, FCPE)  
Pablo Krasnopolsky (Lycée Brossolette, Kremlin-Bicêtre, CGT-Educ)  
Annick Champeau (L'Hay les Roses, SUD)  
Alain Piaugeard (Maisons-Alfort, FCPE)  
Bila Traoré (Maisons-Alfort, FCPE)  
Florence Serris (clg Watteau, Nogent, SNES)  
Sophie Asselineau (Psychologue E.N, Orly, SUD)  
Ariane Humblot (Thiais, FCPE)  
Anne Reyssiot (Thiais, FCPE)  
Jean-Michel Christiany (collège Flagon, Valenton, SNES)  
Catherine Couspeyre (Villeneuve le Roi, FCPE)  
Nathalie Charpentier (PE, Villejuif, SUD)  
Jean Carroy (clg Chérioux, Vitry, SUD)  
Josiane Le Boité (Vitry, SUD)  
Etienne Roch-Meyrand (Lycée Jean Macé, Vitry, SUD)  
Julien Plaisant (clg Monod, Vitry, SUD)  
Ali Aït-Salah (FCPE 94)  
Alain Buch (FCPE 94)  
Bruno Duffour (SNUIPP)